



REGLEMENT INTERIEUR DE COSYLVA

Société Coopérative des Sylviculteurs de l'Aude

Version ratifiée par l'AGO du 31 août 2021

CHAMP D'APPLICATION

Le règlement intérieur, établi par le Conseil d'administration, conformément à l'article 60 des statuts, et ratifié par l'Assemblée Générale, a pour but de préciser les obligations et droits de la coopérative et des associés coopérateurs.

Ces dispositions sont immédiatement exécutoires et s'imposent à tous les associés coopérateurs.

1. ADHESION A LA COOPERATIVE

Tout propriétaire de bois et forêt répondant à l'un des critères énumérés à l'article 7 des statuts peut devenir associé coopérateur en souscrivant des parts sociales de la coopérative, ainsi que prévus à l'article 14 des statuts. Il remplit et signe un « bulletin d'adhésion et d'engagement ». En cas d'augmentation ultérieure des surfaces engagées il souscrit selon les mêmes critères des parts complémentaires et signe un « bulletin de souscription de parts complémentaires ». En cas de diminution ultérieure des surfaces engagées il peut demander au Conseil d'administration par simple lettre le remboursement des parts en surnuméraire selon les critères de souscription correspondant aux surfaces restant engagées.

En cas de changement de propriétaire d'une forêt engagée, le propriétaire entrant peut bénéficier de la souscription du propriétaire sortant. Il signe un « bulletin d'adhésion et d'engagement avec transfert de parts ».

Pour les personnes morales s'engageant, le bulletin est signé par le gérant ou toute personne mandatée spécifiquement par l'ensemble des autres associés dans la personne morale.

2. PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Les données personnelles des associés coopérateurs et associés coopérateurs radiés ou exclus (Nom, prénom, adresse, date d'adhésion, surface forestière, répartition du capital social) sont enregistrées :

- Sous format Excel dans le fichier « Registre des sociétaires » et dans le fichier « Fichiers Conseils »
- Sous format comptable dans le logiciel de gestion « Divalto » y compris des tiers non adhérents.

Les bulletins d'adhésion sont archivés sous format papier dans un classeur dédié et dans un dossier informatique sous format PDF.

Le directeur est responsable du traitement des données personnelles.

3. ENGAGEMENT DES ASSOCIES COOPERATEURS

En plus des obligations précisées à l'article 8 des statuts, afin de permettre la reconnaissance par le Ministre de l'Agriculture de la coopérative en tant qu'Organisme de Gestion et d'Exploitation forestière en Commun¹(O.G.E.C.), chaque associé coopérateur s'engage à faire appel à la coopérative en vue des opérations qui relèvent de l'activité spécifique de celle-ci.

Les associés coopérateurs tenus de faire agréer un plan simple de gestion², s'il n'a pas été établi par la coopérative, doivent le communiquer à celle-ci pour faciliter l'élaboration des programmes d'intervention.

Exclusion des adhérents inactifs :

Périodiquement mais au plus tous les trois ans le Conseil d'administration examine la liste, proposée et argumentée par le directeur, des associés coopérateurs ne répondant plus aux critères de l'article 7 des statuts ou devenus inactifs par non-respect des engagements de l'article 8. Il statue cas par cas sur leur

¹ Article R. 532-11 (9^b) du code forestier et arrêté ministériel du 14 novembre 1979

² Article L. 222-2 du code forestier

CAFA B.J. MONTEL	GF ERMITAGE J.P. GAUBERT	GF SAMBRES D. DAURES	GF JANOLS J.P. ORTISSET
G. GARCIA	GF FAU GRAND B. GASC	M. CROS	P. FERRAN
O. HERAN	GF COURBATIERE F. MONTEL	GF ESCOUSSOLS L. RIVES	

exclusion. Ces exclusions font l'objet d'une publication dans un journal local d'annonces légales. Le capital social détenus par ces associés coopérateurs est mis en provision dans le compte 456 700 intitulé « associés capital à rembourser » pendant une période de 5 ans.

L'adhérent a, à tout moment, la possibilité de demander son document unique de renseignement (document récapitulatif son engagement, article 9 des statuts) par simple courrier postal ou par courrier électronique adressé au siège de la coopérative qui lui sera adressé en retour selon le mode de son choix.

4. ENGAGEMENT DE LA COOPERATIVE

La coopérative organise ses programmes d'intervention en référence prioritaire aux documents de gestion durable de ses associés coopérateurs.

La coopérative s'engage à réaliser normalement les opérations relevant de ses activités et programmées dans les documents de gestion durable de ses associés coopérateurs. Les forêts des associés coopérateurs présentent ainsi une "garantie de bonne gestion".

5. ACTIVITES

5.1. ACTIVITE DE COLLECTE VENTE

5.1.1. APPORT DES BOIS PAR LES ASSOCIES COOPERATEURS

Tout lot de bois apporté à la coopérative fait l'objet de l'établissement d'une fiche d'apport sur papier entête de la coopérative datée et signée par l'associé coopérateur, précisant toujours, quelque soit le mode de vente :

- La situation géographique du lot (commune, lieu-dit, désignation parcellaire)
- Le mode d'apport
- Le mode de vente par la coopérative
- Les conditions de règlements
- Le moment du transfert de propriété du dit apport.

L'associé coopérateur y certifie posséder toutes les autorisations administratives permettant la réalisation de la coupe apportée.

La coopérative vérifie la légalité de la coupe (Procédure d'évaluation du risque de coupe illégale – RBUE)

Le lot de bois peut être apporté sur pied ou en bois façonnés et débardés bord de route.

Tout lot apporté sur pied doit être préalablement individualisé pour permettre son transfert de propriété à la coopérative. Cette individualisation et la quantification du lot, qui précèdent l'apport, s'effectuent par une opération de marquage au marteau à empreinte ou à la peinture des arbres destinés à être apportés. Ce marquage est obligatoirement réalisé par la coopérative.

5.1.2. VENTES DES BOIS PAR LA COOPERATIVE

Pour assurer la meilleure valorisation du lot, la coopérative a la possibilité d'utiliser différents modes de vente.

CAFA B.J. MONTEL	GF ERMITAGE J.P. GAUBERT	GF SAMBRES D. DAURES	GF JANOLS J.P. ORTISSET
G. GARCIA	GF FAU GRAND B. GASC	M. CROS	P. FERRAN
O. HERAN	GF COURBATHIERE F. MONTEL	GF ESCOUSSOLS L. RIVES	

5.1.2.1. Ventes de bois en bloc sur pied

La fiche d'apport précise pour ce type de vente :

- La nature de la coupe
- La surface
- Les modalités de calcul des frais de vente
- L'usage des souches et rémanents

La coopérative a en charge et réalise sous sa responsabilité l'organisation de la vente sous forme individuelle ou groupée, à savoir :

- Le marquage des arbres et des emprises,
- L'inventaire, le cubage et l'estimation financière du lot
- La détermination des conditions particulières d'exploitation en accord avec l'associé coopérateur,
- Pour les ventes sous forme groupée, l'édition et une large diffusion du catalogue de la vente auprès des professionnels du bois,
- Le fléchage de la parcelle et les visites accompagnées,
- L'organisation de la séance de vente,
- L'édition du contrat de vente, la facturation, les encaissements et paiements,
- L'accord des éventuelles prorogations de délai d'exploitation demandées et leur facturation,
- La surveillance de l'exécution de la coupe conformément aux clauses générales et particulières de la vente avec le récolement par sondage,
- La fixation du montant des indemnités en cas de dégâts d'exploitation constatés ou de non-respect des clauses et leur facturation,
- La décharge d'exploitation.

En sus, sur demande expresse de l'associé coopérateur, il peut être procédé à un récolement détaillé pied par pied avant la décharge d'exploitation, mais les frais ainsi exposés sont à la charge du demandeur en sus des frais de mise en vente comme ci-dessous déterminés.

Garantie de paiement :

Le caractère juridique de la vente engage la responsabilité de la coopérative qui garantit expressément à l'associé coopérateur le paiement intégral du prix de vente déduction faite de ses frais. L'associé coopérateur se trouve affranchi du contrôle de la solvabilité de l'acquéreur et de ses cautions.

Prix de retrait :

Le prix de retrait est le montant en dessous duquel le lot ne peut être attribué lors de l'adjudication. Son montant est proposé par le directeur de la coopérative et le technicien référent à l'associé coopérateur en cohérence avec les prix de marché du jour de la vente. En cas de désaccord inconciliable entre l'associé coopérateur et la coopérative sur le prix de retrait, la coopérative se réserve le droit de ne pas mettre le lot en vente et de facturer les frais déjà engagés.

Tout associé coopérateur qui après avoir bénéficié des actes préparatoires à la vente, vend à l'insu de la coopérative est radié pour non-respect de l'article 8 et verse une pénalité du double des frais de vente fixés sur la fiche d'apport.

Rémunération de l'associé coopérateur :

CAFA B.J. MONTEL	GF ERMITAGE J.P. GAUBERT	GF SAMBRES D. DAURES	GF JANOLS J.P. ORTISSET
G. GARCIA	GF FAU GRAND B. GASC	M. CROS	P. FERRAN
O. HERAN	GF COURBATIERE F. MONTEL	GF ESCOUSSOLS L. RIVES	

La rémunération de l'apport est égale au montant de la vente. Elle n'est effectuée qu'après la réalisation de la vente selon les modalités de règlement suivantes :

- 20 % du TTC à la fin du 2^{ème} mois suivant la vente, réduits des frais de mise en vente et du montant de la CVO (voir § 3.1.4)
- 20 % du TTC à la fin du 4^{ème} mois suivant la vente
- 20 % du TTC à la fin du 6^{ème} mois
- 20 % du TTC à la fin du 8^{ème} mois
- 20 % du TTC à la fin du 10^{ème} mois

La coopérative peut consentir, sur simple demande de l'associé coopérateur, l'avance d'une ou plusieurs échéances au taux d'intérêt légal (TIL) en vigueur au moment de la vente.

Rémunération de la coopérative :

La rémunération de la coopérative par l'associé coopérateur (frais de mise en vente) se détermine ainsi :

- Pour les coupes définitives ne demandant qu'un inventaire : 1 000 € HT + 8 % maximum du montant de la part de la vente supérieure à 10 000 € HT.
- Pour les coupes de sylviculture nécessitant un marquage au marteau au corps et au pied : 1 000 € HT + 10 % maximum du montant de la part de la vente supérieure à 10 000 € HT.

Pour les ventes sous forme groupée la coopérative facture à l'acquéreur du lot des frais de mise en marché égaux à 1 % du montant HT de vente du lot.

Transfert de propriété :

Le transfert de propriété est effectif le matin de la vente.

5.1.2.2. Ventes de bois exploités et façonnés par la coopérative (dénommées ventes à l'unité de produit)

La fiche d'apport précise pour ce type de vente :

- La nature de la coupe
- La surface
- La description et le prix de rémunération de chaque produit constituant l'apport
- L'usage des souches et rémanents
- Le mode de réception des quantités à rémunérer
- Le délai d'exécution de la coupe

La coopérative a en charge et réalise sous sa responsabilité avec son personnel et ses sous-traitants la totalité des opérations de mobilisation : marquage, aménagements nécessaires en tirs de débardage et places de dépôt, abattage, façonnage, débardage, tri, réception, cubage, transport et commercialisation.

Préalablement la coopérative établit avec l'associé coopérateur la liste prévisionnelle des produits qui seront façonnés et fixe leur prix de rémunération nette.

Rémunération de l'associé coopérateur :

Le prix de rémunération de chaque produit est calculé ainsi :

Prix de rémunération = Prix de vente - frais d'exploitation - frais de livraison - marge de la coopérative. Le prix de rémunération doit être en cohérence avec les prix du marché.

CAFA B.J. MONTEL	GF ERMITAGE J.P. GAUBERT	GF SAMBRES D. DAURES	GF JANOLS J.P. ORTISSET
G. GARCIA	GF FAU GRAND B. GASC	M. CROS	P. FERRAN
O. HERAN	GF COURBATHIERE F. MONTEL	GF ESCOUSSOLS L. RIVES	

La rémunération de l'apport est établie sur les quantités précises effectivement produites et réceptionnées contradictoirement entre la coopérative et ses clients acheteurs.

Les modalités de règlement de l'apport sont précisées dans la fiche d'apport du lot. Le règlement est effectué au plus tard 45 jours fin de mois après l'enlèvement des derniers produits.

La coopérative peut consentir lors de la signature de la fiche d'apport, sur simple demande de l'associé coopérateur, une avance de rémunération au taux d'intérêt légal (TIL) en vigueur.

Aux vues des résultats de chaque exercice et des besoins de consolidation des fonds propres de la coopérative, le Conseil d'Administration peut décider d'accorder aux associés coopérateurs respectant leur engagement d'exclusivité un « complément de rémunération » sur toute ou partie des produits par eux apportés à l'unité de produits et vendus par la coopérative au cours de l'exercice concerné. Ce complément de rémunération est financé par la caisse pour risque d'exploitation (cf. § 5.5).

Transfert de propriété :

Le transfert du droit de propriété est effectif, dès le marquage des arbres à exploiter.

5.1.2.3. Ventes de bois exploités par l'associé coopérateur

La fiche d'apport précise pour ce type de vente :

- Les caractéristiques de façonnage des bois (qualités, longueur, diamètre de découpes) de chaque produit
- Le prix de rémunération de chaque produit
- Le calendrier de mise à disposition bord de route
- Le mode de réception des quantités à rémunérer
- Le délai d'enlèvement des bois par la coopérative

La coopérative peut assurer le marquage des arbres à exploiter dans le cadre d'une prestation de service facturée à l'associé coopérateur après établissement et acceptation d'un devis.

L'associé coopérateur réalise ou fait réaliser sous sa responsabilité les travaux d'abattage, de façonnage, de débardage, de tri et d'empilage des bois. Les places de dépôt des bois sont déterminées en accord avec la coopérative.

L'associé coopérateur a à charge :

- La numérotation des grumes
- Le cubage des grumes
- L'établissement des bordereaux de cubage.

Rémunération de l'associé coopérateur :

Le prix de rémunération de chaque produit est calculé ainsi :

Prix de rémunération = Prix de vente - frais de livraison - marge de la coopérative. Le prix de rémunération doit être en cohérence avec les prix du marché.

La rémunération de l'apport est établie sur les quantités précises effectivement produites et réceptionnées contradictoirement :

Pour les grumes : entre la coopérative et l'associé coopérateur

Pour les autres produits : entre la coopérative et ses clients acheteurs.

CAFA B.J. MONTEL	GF ERMITAGE J.P. GAUBERT	GF SAMBRES D. DAURES	GF JANOLS J.P. ORTISSET
G. GARCIA	GF FAU GRAND B. GASC	M. CROS	P. FERRAN
O. HERAN	GF COURBATIERE F. MONTEL	GF ESCOUSSOLS L. RIVES	

Les modalités de règlement de l'apport sont précisées dans la fiche d'apport du lot. Le règlement est effectué au plus tard 45 jours fin de mois après l'enlèvement des derniers produits.

Transfert de propriété :

Le transfert de propriété est effectif dès que les mises à disposition bord de route sont confirmées par la réception des bois et des fiches de cubage.

5.1.3. MANDAT DE FACTURATION DES APPORTS (AUTO FACTURATION)

L'associé coopérateur donne mandat à la coopérative pour établir pour son compte et sous sa responsabilité toutes les factures relatives à ses apports.

L'associé coopérateur accepte les points suivants :

- Il conserve l'entière responsabilité de ses obligations en matière de facturation et de ses conséquences au regard de la TVA, notamment du versement au Service des Impôts dont il dépend de la TVA mentionnée sur les factures établies en son nom.
- Il ne peut se prévaloir du retard ou de la défaillance de la coopérative dans l'établissement des factures pour se soustraire à ses obligations déclaratives au moment de l'exigibilité de la TVA.
- Il demeure redevable de la TVA due, le cas échéant, en application de l'article 283-3 du Code Général des Impôts, lorsque celle-ci a été facturée à tort.
- Il dispose d'un délai de 15 jours pour contester les factures émises pour son compte. Le délai court à compter de la date d'émission de la facture.
- Le défaut de contestation des factures dans le délai indiqué ci-avant vaudra acceptation des factures de sa part.

L'associé coopérateur s'engage :

- À réclamer immédiatement le double de la facture si elle ne lui était pas parvenue.
- À signaler toute modification ayant une incidence sur la facturation, en particulier les changements de régime de TVA.

La coopérative s'engage à faire figurer sur l'ensemble des factures émises au nom et pour le compte de l'associé coopérateur :

- L'ensemble des mentions exigées par la réglementation en vigueur et notamment le numéro d'identification TVA de l'associé coopérateur et le numéro SIRET
- La mention : « Auto facturation ».

5.1.4. CVO

La coopérative collecte pour le compte de ses associés coopérateurs la CVO qu'elle verse par délégation pour leur compte à France Bois Forêt. L'associé coopérateur autorise COSYLVA à retenir, lors des rémunérations de bois sur pied, le montant de la CVO. Ce montant figure en pied de facture.

5.1.5. ACHAT DE BOIS PAR LA COOPERATIVE A UN TIERS NON ASSOCIE COOPERATEUR

Conformément aux dispositions de l'article 3 § 4 des statuts, dans la limite de 20 % de son chiffre d'affaires annuel, la coopérative peut acheter des lots de bois à des tiers non associés coopérateurs.

5.2. ACTIVITE D'APPROVISIONNEMENT

En vue de l'approvisionnement des exploitations forestières des associés coopérateurs, la coopérative peut procurer à ces derniers des sylvo-fournitures destinées à la production de

CAFA B.J. MONTEL	GF ERMITAGE J.P. GAUBERT	GF SAMBRES D. DAURES	GF JANOLS J.P. ORTISSET
G. GARCIA	GF FAU GRAND B. GASC	M. CROS	P. FERRAN
O. HERAN	GF COURBATIERE F. MONTEL	GF ESCOUSSOLS L. RIVES	

bois et à la gestion de la forêt, notamment des plants forestiers, des engrais, des protections contre les dégâts de gibier, des matériaux pour la création et l'entretien des voies de desserte et de défense contre l'incendie.

5.3. ACTIVITE DE SERVICES

5.3.1. CONSEILS DE GESTION FORESTIERE

La coopérative met à la disposition des associés coopérateurs le personnel spécialisé pour :

- Donner des conseils sylvicoles techniques, économiques, juridiques, et fiscaux.
- Faire des visites « conseil » avec eux dans leur forêt

La rémunération de ces services de conseils n'est pas facturée aux associés coopérateurs. Elle est assurée par les marges dégagées par la coopérative sur ses activités de vente de bois, de services techniques et de travaux.

5.3.2. SERVICES TECHNIQUES

La coopérative met à la disposition de ses ~~membres~~ associés coopérateurs le personnel spécialisé pour :

- L'établissement de documents de gestion durable conformément à la législation en cours.
- Les études de mise en valeur forestière
- L'établissement de dossiers d'indemnisation
- La réalisation d'estimation de valeur vénale forestière
- La réalisation d'expertise forestière
- L'inventaire des peuplements
- Le marquage des coupes d'amélioration et de jardinage avec ou non inventaire des arbres à exploiter
- Les cartographies professionnelles numérisées
- Les déclarations annuelles de TVA
- Les déclarations de changement de culture aux services du cadastre
- Les dossiers de demande de subvention pour les investissements forestiers (reboisement, amélioration et voirie)
- La maîtrise d'œuvre des travaux d'investissement.
- L'assistance pour les demandes de réduction et de crédit d'impôt (DEFI Forêt).

La rémunération de ces services fait l'objet de l'établissement préalable d'un devis.

5.3.3. TRAVAUX SYLVICOLES ET TRAVAUX DE VOIRIE FORESTIERE

La coopérative a en charge et réalise sous sa responsabilité avec ses sous-traitants la totalité des opérations des travaux de :

- Reboisement
- Entretien des plantations
- Taille de formation
- Dépressage
- Élagage
- Voirie forestière
- Équipements forestiers divers
- Travaux de D.F.C.I.

La rémunération de ces travaux fait l'objet de l'établissement préalable d'un devis en cohérence avec les prix du marché.

CAFA B.J. MONTEL	GF ERMITAGE J.P. GAUBERT	GF SAMBRES D. DAURES	GF JANOLS J.P. ORTISSET
G. GARCIA	GF FAU GRAND B. GASC	M. CROS	P. FERRAN
O. HERAN	GF COURBATIERE F. MONTEL	GF ESCOUSSOLS L. RIVES	

La conduite des travaux par la coopérative est incluse dans le prix des opérations.

5.3.4. EXECUTION DES SERVICES ET TRAVAUX

L'exécution de tout travail confié à la coopérative est subordonnée à l'établissement d'un devis dûment et formellement accepté par écrit par l'associé coopérateur.

L'approbation du devis par l'associé coopérateur entraîne l'obligation pour la coopérative d'exécuter les services dans les délais fixés.

Un acompte peut être demandé comme condition préalable à l'exécution des services et travaux. RECEPTIONS DES OPERATIONS REALISEES

A la demande de l'associé coopérateur, l'exécution des services peut être suivie de réceptions contradictoires entre lui-même et la coopérative.

Les réceptions sont partielles ou finales, en fonction de la nature des opérations et des indications fournies dans le devis.

5.4. CONDITIONS GENERALES DE REGLEMENT

En l'absence de clauses spéciales du devis estimatif, le montant d'une facture est immédiatement exigible en totalité dès lors qu'il y a eu réception sans réserve.

En cas de réserve à la réception, les 2/3 du montant de la facture sont exigibles immédiatement dans l'attente de la solution du litige.

La date de facturation retenue en cas de réclamation ou de litige est la date figurant sur le cachet de la poste ou sur mail.

Les factures non réglées dans un délai de 90 jours sont soumises à l'examen du Conseil d'administration qui statue sur les mesures à prendre en conséquence.

5.5. SITUATION TVA DE L'ASSOCIE COOPERATEUR

L'associé coopérateur doit renseigner la coopérative sur sa position vis-à-vis de la T.V.A. et s'engage à l'informer immédiatement des éventuelles modifications qui pourraient intervenir ultérieurement.

5.6. COMPENSATION DES COMPTES

A sa demande expresse, l'associé coopérateur peut bénéficier de la part de la coopérative d'opérations de compensation entre son compte client et son compte fournisseur.

6. FONCTIONNEMENT

6.1. REUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Chaque réunion du Conseil fait l'objet d'une convocation qui est adressée en temps utile à chaque administrateur et qui précise les questions inscrites à l'ordre du jour

En cas d'empêchement du Président, la réunion du Conseil d'administration est présidée par un vice-président, le trésorier ou le secrétaire du Conseil.

6.2. CONTROLE DES PRIX DES APPORTS ET DES PRIX DE FACTURATION PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION (ARTICLE 29 §3 DES STATUTS)

Les ressources financières de la coopérative sont assurées par :

- La marge brute obtenue sur les ventes de bois à l'unité de produit
- La facturation des frais de mise en vente des lots vendus en bloc sur pied
- La marge brute obtenue sur les travaux sylvicoles et les travaux de voirie
- La facturation des services techniques

CAFA B.J. MONTEL	GF ERMITAGE J.P. GAUBERT	GF SAMBRES D. DAURES	GF JANOLS J.P. ORTISSET
G. GARCIA	GF FAU GRAND B. GASC	M. CROS	P. FERRAN
O. HERAN	GF COURBATIERE F. MONTEL	GF ESCOUSSOLS L. RIVES	

Annuellement lors de l'examen des comptes de l'exercice clôturé, le Conseil d'administration vérifie la cohérence et la rigueur des prix des apports de bois et des prix de facturations des travaux par le contrôle de la marge brute générale de la coopérative qui doit lui permettre de couvrir les frais de fonctionnement et les risques commerciaux et financiers. Cette marge doit être comprise entre 12 et 15 %.

6.3. ROLE ET RESPONSABILITE DU DIRECTEUR

La direction du fonctionnement de la Coopérative et l'expédition des affaires courantes sont exercées par le Directeur dans les conditions prescrites par l'article 32 des statuts.

Le Directeur fait appliquer les décisions du Conseil d'administration duquel il reçoit délégation :

- Pour faire retirer, en cas de besoin, de tous bureaux de l'administration des Postes et Télécommunications et de toutes entreprises de transport et de routage, tous plis, lettres, dépêches, colis, mandats destinés à la coopérative
- Pour faire fonctionner les comptes courants, comptes de dépôt ou autres, ouverts au nom de la coopérative
- Pour signer, souscrire, endosser, accepter et acquitter tous effets de commerce ou autres, aucune délégation de signature ne pouvant être accordée par le Directeur sans autorisation du Conseil d'administration
- Pour faire procéder à l'enregistrement au jour le jour de toutes les opérations comptables en vue de l'établissement des documents annuels de comptabilité.

6.4. TENUE DES COMPTES ET EXERCICE COMPTABLE

La comptabilité des opérations est tenue sous la responsabilité et le contrôle du Conseil d'administration. Elle comporte un compte d'exploitation général et un compte d'exploitation de l'activité avec les tiers non associés coopérateurs qui détermine le résultat fiscal. L'exercice comptable commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de la même année.

6.5. CAISSE POUR RISQUES D'EXPLOITATION

Le Conseil d'administration a constitué lors de sa séance du 4 avril 2006 une caisse pour « risques d'exploitation » portée au bilan au compte n°474 « caisse risques d'exploitation » alimentée par la marge brute d'exploitation de la coopérative au compte n° 601 du compte de résultat « risques d'exploitation », destinée à couvrir tout risque d'exploitation :

- Dépréciations de stocks de matières premières ou de marchandises,
- Chutes et baisses de cours du bois,
- Pertes de créance,
- Augmentations tarifaires imprévues de fournitures ou de prestations

Cette caisse garantit les engagements de rémunération de bois ou de prix de facturation de services faits par la coopérative à ses associés coopérateurs.

6.6. RAPPORT D'ACTIVITES

Un rapport annuel est présenté à l'approbation de l'Assemblée Générale, il précisera en plus des éléments statutaires :

- L'évolution du registre des associés coopérateurs
- La situation et l'évolution de l'activité de la coopérative précisant notamment le volume de bois mis en marché et le volume des travaux (surfaces, linéaires, quantités) et services.

CAFA B.J. MONTEL	GF ERMITAGE J.P. GAUBERT	GF SAMBRES D. DAURES	GF JANOLS J.P. ORTISSET
G. GARCIA	GF FAU GRAND B. GASC	M. CROS	P. FERRAN
O. HERAN	GF COURBATIERE F. MONTEL	GF ESCOUSSOLS L. RIVES	

- Les comptes de l'exercice passé
- L'évolution prévisible de l'activité et les perspectives d'avenir
- L'activité en matière de recherche et développement
- L'endettement de la coopérative
- Les modalités de gestion des risques financiers
- Les dettes et créances hors délais de règlements des tiers non associés coopérateurs
- La liste des filiales et des participations financières de la coopérative
- La composition de Conseil d'administration, le nombre de réunion du Conseil, les indemnités compensatrices de présence et les indemnités de frais de déplacements perçues par les administrateurs
- La période de mandat du commissaire au compte

7. RELATIONS AVEC D'AUTRES ORGANISMES PROFESSIONNELS OU AVEC DES EXPERTS FORESTIERS

Pour la réalisation de certaines études et travaux, la coopérative peut, dans des conditions définies par la convention, faire appel à du personnel d'autres organismes. La coopérative peut également servir d'organisme d'appui pour les ventes, services, conseils, à toute organisation professionnelle forestière qui en fera la demande.

Toute mise à disposition de personnel avec ou sans remboursement de frais fera l'objet d'une convention écrite.

La coopérative peut également confier certaines tâches à des experts forestiers dans des conditions définies par convention.

8. MODIFICATIONS ET ADDITIFS

Le présent règlement intérieur peut être modifié par décision prise par le Conseil d'administration à la majorité des 2/3 et ratifié par l'Assemblée Générale.

Il annule tout règlement antérieur.

9. LITIGES

Les litiges nés à l'occasion de l'application des dispositions du présent règlement sont soumis à l'examen du Conseil d'administration qui statue à la majorité des 2/3.

10. PUBLICITE

Chaque associé coopérateur reçoit, en même temps que son bulletin de souscription de parts sociales, un exemplaire du règlement intérieur. Nul associé ne saurait se prévaloir de l'ignorance dans laquelle il se trouverait des dispositions du présent règlement pour en refuser, ou en contester, l'application à son égard.

Toute personne intéressée par le fonctionnement de la coopérative peut prendre connaissance des statuts et du présent règlement au siège de la coopérative ou sur le site internet ou en faisant la demande de les recevoir par email.

Modification et mise à jour du règlement intérieur approuvées à l'Assemblée Générale du

CAFA B.J. MONTEL	GF ERMITAGE J.P. GAUBERT	GF SAMBRES D. DAURES	GF JANOLS J.P. ORTISSET
G. GARCIA	GF FAU GRAND B. GASC	M. CROS	P. FERRAN
O. HERAN	GF COURBATIERE F. MONTEL	GF ESCOUSSOLS L. RIVES	